

Communiqué de presse

Franc suisse: délocalisations en vue suite à l'abandon du taux plancher avec l'euro

Les entreprises suisses se préparaient à des délocalisations, après l'abandon du taux plancher. Telle est l'une des principales conclusions de la première étude scientifique sur le sujet, signée par des économistes de l'EPFL et de l'Université de Genève.

En janvier 2015, la Banque nationale suisse annonçait la fin du taux plancher de 1,20 franc suisse pour un euro. En un jour, le franc s'évaluait à égalité avec l'euro, et la bourse de Zurich perdait 9% de sa valeur. Une année plus tard, des économistes de l'EPFL et de l'Université de Genève signent la première étude scientifique, qui d'analyse l'impact réel de l'événement. L'étude confirme certaines idées reçues. Par exemple, la difficulté pour les entreprises exportatrices de faire face au renchérissement des coûts de production en Suisse. Mais elle permet également d'y voir plus clair sur deux points essentiels: le séisme continue de déployer ses effets sur l'économie, et des signes annonciateurs de délocalisation apparaissent.

Les chercheurs ont analysé les données des 200 entreprises suisses cotées en bourse - qui sont contraintes de publier leurs résultats financiers dans le détail. Ils ont classé ces entreprises en fonction des lieux de leurs productions et de leurs revenus.

Produire en Suisse, vendre à l'étranger: le mauvais plan

Les entreprises dites exportatrices sont les plus touchées. Elles produisent en Suisse et réalisent leur chiffre d'affaire à l'étranger, dans la zone euro pour la plus grande part. L'étude montre que la décision de la BNS a eu des effets importants et immédiats: dans les six mois suivants, le chiffre d'affaires de ce type d'entreprises a baissé en moyenne de 16,3% et le bénéfice net de 20,4%. "Leurs coûts sont en francs et leurs revenus en euros, explique Rüdiger Fahlenbrach, chercheur au Swiss Finance Institute de l'EPFL et co-auteur de l'étude. Si le franc suisse coûte plus cher, leurs coûts sont plus élevés, leur marge réduite et leur compétitivité internationale entravée."

Depuis l'abandon du taux plancher, les entreprises exportatrices ont également diminué de 30% leurs investissements. Dans le même temps, la part de leurs acquisitions à l'étranger - pour l'essentiel des rachats d'infrastructures ou de sites de production - a augmenté de 45% à 63%. Des opérations souvent annonciatrices de délocalisations, qui trahissent également une certaine urgence, selon Rüdiger Fahlenbrach. "Plutôt que de construire un site de production, vous achetez une usine existante. Cela va plus vite".

Ces rachats de sites étrangers ont été largement relayés dans la presse économique: Bobst en Italie, Comet Group aux Etats-Unis, Sonova en Allemagne... "Il est difficile de savoir si une entreprise investit à l'étranger en réaction au franc fort ou parce qu'elle suit une stratégie établie de longue date, explique Rüdiger Fahlenbrach. Mais l'augmentation globale et rapide des rachats ne laisse que peu de doute sur le fait qu'ils sont pour la plupart corrélés avec l'abandon du taux plancher."

Autre cas d'entreprise exportatrice touchée, Swatch. "On imagine mal cette société délocaliser massivement et renoncer au label "Made in Switzerland". Mais il n'empêche que ses marges sont également affectées, et cela non plus n'est pas de très bon augure pour l'emploi."

Diriger en Suisse, produire dans le monde entier: une option plus sûre

Les entreprises que les chercheurs classent sous la bannière "internationale" sont mieux protégées des aléas du franc fort. On y trouve Nestlé ou Novartis, par exemple. "Leurs sièges sociaux sont en

Suisse, mais leur production est internationale. Si vous produisez des yoghourts en France et les vendez dans le même pays, votre production et vos revenus vont se faire dans la même monnaie. Vous évitez les pertes dues au taux de change."

Les revenus nets des entreprises internationales doivent cependant être rapatriés. Elles ont donc également pâti du taux de change, mais sensiblement moins que leurs homologues exportatrices. "Elles ont un statut plus enviable. Cela colle d'ailleurs avec ce que l'on constate: les entreprises exportatrices cherchent à développer un modèle international en déplaçant leur production à l'étranger".

Et les PME, comment font-elles face?

Il n'empêche, en Suisse les deux tiers de l'emploi dépendent des PME. Des entreprises que les chercheurs n'ont pas pu inclure dans leur analyse - non cotées, elles échappent à l'obligation de publier un bilan détaillé.

"Sans trop spéculer, on peut avancer que la majorité des PME suisses se situent dans la catégorie la plus exposée, celle des exportateurs, avance Rüdiger Fahlenbrach. C'est par exemple la PME suisse typique dans le domaine des machines-outils. Notre pays est un trop petit marché pour ce type d'entreprise." Ces sociétés n'ont pas nécessairement les fonds nécessaires pour délocaliser leur production. Ce qui ne résout pas pour autant leurs problèmes de revenus et, à terme, la menace sur l'emploi, insiste l'économiste.

Pour l'heure, le franc suisse a commencé une première tendance à la baisse. Un rôle de tampon qu'explique Rüdiger Fahlenbrach: "Parce qu'il est cher, le franc suisse entrave l'activité économique, ce qui finit par le faire baisser". Pour autant, le chercheur ne s'attend pas à une dévaluation spectaculaire du franc. "Je crains qu'un certain nombre d'entreprises ne s'en sortent pas sans automatiser la production et licencier."

La Suisse reste l'un des pays les plus industrialisés d'Europe, malgré sa cherté. Alors même qu'un euro s'échangeait contre 1.60 franc en 2009, le pays a su s'adapter et résister sans peine jusqu'à l'abandon du taux plancher, fixé à un euro pour 1.20 franc. La situation actuelle est-elle due à la brutalité soudaine de l'abandon du taux plancher, ou avons-nous réellement atteint un seuil critique? "C'est la question à 100 millions... de dollars! répond Rüdiger Fahlenbrach. Nous verrons sur le long terme, mais notre étude ne renvoie pas de signes très positifs."

Référence

Efing, Matthias, Rüdiger Fahlenbrach, Christoph Herpfer, and Philipp Krueger, 2016, *How do investors and firms react to an unexpected currency appreciation shock?*, Swiss Finance Institute Working Paper 15-65.

Article à télécharger: http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2709637

Contacts

Rüdiger Fahlenbrach, chercheur EPFL, ruediger.fahlenbrach@epfl.ch ou +41 79 592 05 65

Carole Bonardi, communication pour le Collège du Management à l'EPFL, carole.bonardi@epfl.ch ou +41 79 795 32 66

Lionel Pousaz, Service de presse EPFL, lionel.pousaz@epfl.ch ou +41 79 559 71 61